

les cordons de la bourse nationale. La résistance au droit divin des rois, au temps de la monarchie, ou à une politique totalitaire à toutes les époques n'a pu réussir que lorsque le peuple avait conservé l'usage de son argent et lorsque le pouvoir exécutif n'avait jamais pu s'emparer de la bourse nationale ou d'aucun de ses attributs. On pourrait accumuler une multitude de preuves pour démontrer que, depuis 1914, les gouvernements, y compris celui du Canada, évoluent dans le sens de l'absolutisme.

Comme je l'ai signalé tout à l'heure, nos gens ne peuvent plus surveiller l'emploi ni des deniers publics ni de leur propre argent. Le pouvoir exécutif a usurpé ce droit. Il importe de trouver et de prendre le plus tôt possible des moyens en vue d'enrayer cette tendance sinon la population se verra un jour vassale de l'État souverain. Le meilleur remède serait peut-être d'instituer, ici surtout, le vote responsable, le vote responsable indépendant, en vertu duquel toute perte résultant du vote serait à la charge du votant et non à celle de la nation ou des adversaires politiques du gouvernement. Une fois cette méthode en vigueur, il serait possible d'instituer un système de monnaie de compte assez incorruptible, système grâce auquel toute la monnaie, tout le crédit en cours seraient garantis par la richesse et facilement échangés contre cette richesse en vertu d'une méthode de fixation des prix assez stable. Nous connaissons cette méthode, nous la proposons et nous la soutiendrons partout où la chose est possible et nécessaire.

Il est possible de résoudre de façon pratique les crises qui nous menacent dans toutes les parties du monde en instituant dans tous les pays des méthodes de consommation qui ne se fondent pas sur le régime fiscal. Il est impossible de résoudre le problème en restreignant la consommation, ni en vivant dans l'austérité, ni en maintenant de lourds impôts.

Un mot, pour terminer, monsieur l'Orateur, sur le fléchissement du commerce. L'exposé budgétaire ne renferme qu'un court passage sur le programme du Gouvernement pour parer aux fléchissements ou aux crises économiques qui peuvent se produire à l'avenir. Il n'a été fait mention que d'une manière générale et nébuleuse de la construction de maisons et de l'aménagement de la route transcanadienne. Le ministre a avoué que le Canada pourrait connaître des difficultés économiques par suite du manque éventuel de marchés étrangers pour l'écoulement de ses produits. Des excédents de plusieurs de nos produits s'annoncent déjà. L'été dernier, j'ai visité la section d'Yarrow, en Colombie-Britannique, où j'ai vu toute la récolte de baies de 1947 emmagasinée dans des barils de 400 livres dans le sous-sol d'une confiture.

Pensez donc! toute la récolte de 1947! Quant à celle de 1948, elle était emmagasinée à côté de l'emprise du chemin de fer dans des barils de 400 livres, exposée à se gâter sous les rayons ardents du soleil. On a estimé alors qu'il y avait là l'équivalent d'un million de caisses de pure confiture de fraise et de framboise qu'on ne pouvait vendre à aucun prix.

Nous avons en entrepôt au Canada 48 millions de livres de beurre dont une grande quantité dépasse nos besoins. Pour ce qui est du lait concentré et du lait sec, dont on a déjà parlé, la situation devient critique. Voilà des indices, et il y en a bien d'autres, de ce qui nous attend. N'oublions pas que la présence d'excédents invendables dans les entrepôts de la nation est généralement un signe avant-coureur du chômage et d'une crise économique, où la pauvreté sévit au sein de l'abondance. Le Gouvernement a été si occupé jusqu'ici par la politique qu'il a négligé de préparer un programme propre à atténuer les effets d'une crise éventuelle sur l'économie canadienne. Aux États-Unis, le président Truman a frayé la voie dans ce domaine en instituant un comité. Il a assuré à la population que les États-Unis sont prêts si certaines difficultés surgissent. J'ai à la main un exemplaire de la revue *U.S. News and World Report*, livraison du 14 octobre 1949. A la page 18, il est question du programme décennal de M. Truman, que l'auteur appelle le *Fair Deal Goal*. Le programme a évidemment été élaboré sous la direction de M. Leon Keyserling, vice-président du bureau des conseillers économiques et premier conseiller du président en matière d'économie. Selon la revue, c'est lui qui a tracé les buts que le président et son parti doivent viser.

L'article poursuit:

Si l'on atteint ces objectifs, tout le monde sera bien nourri, bien logé et bien vêtu.

C'est un noble but; on a mis en œuvre un vaste programme en vue de réaliser cet objectif. Je note, par exemple, que la valeur de la production atteignait 260 milliards aux États-Unis en 1949. Le programme se propose de stimuler la production, afin qu'elle atteigne une valeur de 350 milliards. Voici comment on a l'intention d'utiliser l'augmentation de 90 milliards: 45 milliards serviront à relever le niveau d'existence des familles américaines, afin qu'elles touchent un revenu minimum de \$4,800. C'est matériellement possible. Si c'est matériellement possible, nous soutenons que c'est aussi financièrement réalisable.

Je constate ensuite que 12 milliards de cet excédent de 90 milliards seront consacrés à l'assurance-santé, aux pensions de vieillesse, aux prestations d'assurance-chômage,